

30 -01-1997

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

1000 BRUXELLES

Rue Royale 47
Tél. : 02/500.21.11



Monsieur Elio Di Rupo
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Economie et des
Télécommunications

square de Meeûs, 23
1040 Bruxelles

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.091/V/PD
JJP/RV

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

En sa séance du 9 janvier 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a constaté que vous n'avez pas encore donné de réponse à ses demandes de renseignements des 2 mai, 16 juillet, 4 septembre et 4 novembre 1996 au sujet de la réforme de Belgacom (le plan dit Turbo) et de son impact sur les services rendus aux clients germanophones de la région de langue allemande ou des communes malmédiennes.

La C.P.C.L. renvoie expressément aux §§ 3 et 4 de l'article 61 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.) lesquels disposent ce qui suit:

"§ 2. La Commission entre en contact avec les autorités responsables en vue de procéder aux enquêtes dans leurs services.

Ces autorités lui font connaître la suite donnée à ses observations.

§ 4. La Commission peut faire toutes constatations sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'elle estime indispensables pour l'instruction des affaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Elle est habilitée à exercer un contrôle sur les examens organisés dans le cadre des présentes loi coordonnées, à l'intervention ou sans l'intervention du Secrétaire

permanent au Recrutement, et à y déléguer des observateurs.

Elle demande aux autorités ou juridictions compétentes de constater la nullité de tous les actes, règlements et documents administratifs, ainsi que de toutes les nominations, promotions et désignations contraires aux présentes lois coordonnées ou aux arrêtés royaux que s'y rapportent. Les dépens éventuels sont avancés par l'Administration de l'Enregistrement des Domaines et portés en dépense dans les comptes à charge du budget du ministère de l'Intérieur."

La C.P.C.L. vous demande avec insistance de lui faire parvenir, dans le mois, les renseignements suivants:

- Comment la nouvelle structure de Belgacom se présente-t-elle, au niveau des services rendus aux clients germanophones?
- Quelles sont les conséquences de cette nouvelle structure pour le personnel germanophone?
- Quels sont les services mis en place à l'intention des germanophones? Où se trouve leur siège et quel est leur champ d'activité?
- Quels sont le cadre organique et les effectifs de ces services? Quelle est la connaissance linguistique du personnel, et de quel niveau est-elle?
- Quid du recrutement de personnel possédant la connaissance de l'allemand?
- Quelles sont les initiatives prises en matière de diffusion de l'information (brochures, prospectus, modes d'emplois,...) à l'intention des germanophones?
- Tous autres renseignements permettant d'évaluer les services en langue allemande prévus pour les germanophones.

Copie de la présente est notifiée à monsieur J. Goossens, administrateur délégué de Belgacom et au commissaire du gouvernement près de Belgacom.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS